

QUAND L'HORREUR ILLUSTRE LA CRISE PROFONDE DE LA FILIERE JUDICIAIRE

15 JUIN 2026

Horreur, ignominie, douleur immense : autant d'émotions suscitées par la mort de la petite Lyhanna, victime d'un criminel.

Tout doit être fait pour protéger nos enfants.

Mais, comment faire quand tout est prioritaire : les violences intra-familiales, les violences sexuelles, le narco-traffic et son lot de règlements de compte, la délinquance de proximité (rodéos urbains, refus d'obtempérer, violences urbaines...)?

Les victimes se succèdent, toujours et encore, sans que la justice n'en interrompe le flot.

Malgré les efforts des enquêteurs, le nombre des infractions délictuelles et criminelles ne cesse de progresser ; des auteurs sont identifiés, présentés à la justice, mais les services ne cessent de recevoir de nouvelles plaintes ou saisines ; autant de nouvelles affaires à traiter.

Côté « Police Nationale », la prise de conscience date de plusieurs années. Les affaires sont suivies, priorisées ; dans chaque service, les enquêteurs font de leur mieux avec les moyens humains et matériels qui sont à leur disposition... S'il y a des dysfonctionnements, ils sont dus à des problèmes qui dépassent largement l'institution policière.

Aujourd'hui, parce que la colère des citoyens est immense et justifiée, certains politiques font mine de découvrir la situation. Ils savaient et n'ont rien fait pour corriger les choses !

La crise de la filière judiciaire est profonde : pas assez d'enquêteurs, une procédure pénale ultra complexe devenue imbuvable, des outils numériques obsolètes et peu efficaces et des réponses pénales ne permettant pas de mettre hors d'état de nuire les criminels et délinquants.

Une perte de sens, un désarroi face à l'immensité de la tâche, le contact direct avec les victimes et les émotions que cela suscite. Les policiers ne sont pas des robots ; ils subissent. Certains s'en accommodent, résilients ; d'autres ne supportent plus cette pression incommensurable.

Que dire de la réforme territoriale portée par l'actuel Garde des Sceaux, qui a cristallisé les inquiétudes et l'amertume des enquêteurs de l'ex DCPJ.

Oui, le plan pour la filière investigation va sans doute redonner un peu de souffle. Mais, sincèrement, personne ne peut croire qu'il résoudra tout.

SYNERGIE-OFFICIERS a identifié depuis longtemps les causes de la crise :

- **Une procédure pénale complètement déséquilibrée qui se focalise essentiellement sur les droits des mis en cause au détriment de l'intérêt public et même de la défense des victimes,**
- **Des outils obsolètes et inefficaces ,**
- **Une réponse pénale insuffisante,**
- **Une institution judiciaire, parfois coupée des réalités, qui ne rend aucun compte.**

L'insécurité n'est pas un sentiment, c'est une réalité et elle s'accroît. Elle touche désormais toutes les villes, tous les quartiers. Elle impacte les jeunes, les actifs, les seniors, les femmes, les hommes. Elle est insoutenable quand elle s'attaque aux plus faibles.

Seuls ceux qui sont déconnectés du réel peuvent encore prétendre que notre société n'est pas en crise.

Quoi qu'il en soit, les enquêteurs ne doivent pas devenir les cibles d'une situation dont ils ne sont ni responsables ni coupables.

Certains parquets demanderaient que ne soient traitées en flagrance ou en préliminaire que les affaires d'atteintes sexuelles et les VIF.

OUI, il faut traiter ces affaires, mais de manière réfléchie, posée et coordonnée avec l'autorité judiciaire. NON, il ne faut pas bloquer les procédures criminelles en cours. D'autres victimes méritent aussi que justice leur soit rendue.

Cette absence de politique pénale cohérente qui dure depuis des années, risque clairement de conduire les « sachants » de la filière judiciaire vers d'autres métiers.

Que tout le monde fasse un effort pour vérifier que d'autres affaires « évitables » ne surviennent est compréhensible ; que toutes les autres affaires soient écartées à plus ou moins long terme est intolérable.

SYNERGIE-OFFICIERS manifeste son soutien à tous les officiers de la filière investigation.

SYNERGIE-OFFICIERS demande instamment un soutien hiérarchique et administratif sans faille face à une autorité judiciaire qui peut avoir la tentation de se crispier en déstabilisant le fonctionnement des services judiciaires, déjà bien ébranlés par la réforme territoriale de l'actuel Garde des Sceaux.

SYNERGIE-OFFICIERS refuse que soient cherchés des boucs émissaires dans les services d'investigation.

Pour éviter d'autres victimes, il paraît désormais indispensable de tout remettre à plat pour avancer vers un système judiciaire qui mettra effectivement hors d'état de nuire les délinquants et criminels.

Des solutions existent ; encore faut-il une puissante impulsion politique, au plus haut niveau de l'Etat, avec une réelle prise de conscience d'une situation globale délétère.

Les lois de circonstances proposées après chaque drame n'ont jamais permis d'en appréhender comprendre les véritables causes. Les drames continuent à se succéder. Les citoyens, les policiers, n'en peuvent plus.

Le premier devoir de l'État est de faire respecter les lois et de sanctionner ceux qui s'en écartent, pour protéger la société.

Notre système judiciaire actuel ne le permet plus.

Le Bureau National

